

S'abonner au journal
8 à 11 heures du matin et de 1 à 6
heures du soir.

Rédaction et Administration

URU GUAY 26
(Imprimeur) (Letina).

UNION FRANCAISE

PETIT JOURNAL DU MATIN

Directeur: J. G. BORON DUBARD

III Année Num. 675—555

SERAIT-IL VRAI?

Nous n'avons pas encore, et tout donne à penser, hélas! que nous n'aurons pas de siège le budget des dépenses, soigneusement revu, corrigé et diminué, qui nous fut déjà tant de fois promis, mais dont un génie fallacieux semble se complaire à retarder l'heureux événement.

Tout ce qu'uno indolence savamment calculée et une casuistique constitutionnelle seconde en intrigues peuvent imaginer, pour maintenir un *status quo* dont les usagers ne veulent rien rebattre, a été mis en jeu, ou pour mieux dire en batterie, pour mitrailler et dissiper toute honnête velléité d'en sortir.

C'est en vain que l'opinion publique a réclamé la réforme budgétaire, en vain que des plumes autorisées et des voix éloquentes en ont démontré l'indubitable nécessité, en vain que le Gouvernement lui-même en a proclamé l'urgence, en vain aussi que le capital national et le capital étranger l'ont recommandée par leur attitude.

Les calculs de l'égoïsme, les illusions de l'orgueil, la chimère des espérances folles, la crainte peut-être de provoquer des perturbations en mécontentant des sordides avidités, l'ont emporté sur les conseils de la raison, sur l'évidence des intérêts et sur les exigences même de l'honneur national.

Et c'est ainsi que, de délais en délais, d'attemois en attemois, de Pâques à la Trinité, de l'Ascension à la Noël, l'année se passe sans que l'œuvre de rédemption budgétaire commence.

Industriels et commerçants, travailleurs et propriétaires, journaliers et capitalistes, ont payé tribut à la crise par des sacrifices constants; seuls les hommes qui vivent du budget national, les parasites aussi bien que les serviteurs utiles, ont continué à percevoir la dimo qu'on préleva pour eux sur le revenu anémis de la fortune et de l'activité nationales.

Et revanche, voici qu'on nous enonce, pour la saison prochaine, le vote précipité, «à l'heure battante», a dit un de nos confrères, de la loi de Contributions Immobilières.

On a hâte de fournir au gouvernement les moyens de presser au plus tôt cette grappe, le grain en fût-il encore un peu plus vert qu'il ne convient pour le bon travail de la cuve.

De là un empressement qui ne peut avoir pour résultat que de consacrer l'iniquité, déjà signalée l'an dernier, d'évaluations de la propriété qui n'ont plus aucun rapport avec la valeur vraie des immeubles.

De là encore la probabilité de vexations prochaines, de difficultés pénibles tout au moins, pour un grand nombre de propriétaires qui vont se voir sommés de payer sans retard leur part de contributions, alors que leurs immeubles restent peut-être sans locataires depuis de longs mois, ou ne leur donnent plus qu'un revenu sans proportion avec les charges qui pèsent sur eux, et qui ont été en s'aggravant de jour en jour.

Il convient assurément d'être sévère pour les rêveurs et les utopistes qui croient pouvoir prêcher au peuple la suppression du lointain, l'exonération de toute charge fiscale. Un Etat ne peut se passer de revenus; la chose est si évidente qu'on s'étonne d'avoir à le rappeler et à le soutenir à l'encontre de certains théoriciens de l'école anarchiste.

Mais s'il est vrai qu'il convient de souffrir à l'Etat libéralement tous les subides dont il peut avoir besoin pour le fonctionnement régulier des services publics, il ne l'est pas moins qu'il y a obligation pour les gouvernements à demander que le strict nécessaire et à ne pas prélever qu'avec discrétion et discrétion.

C'est surtout en matière de contributions, de taxes et d'impôts qu'il faut savoir mesurer la vent à la toison de la brebis, et ne pas abuser des ciseaux quand vient l'époque de la tonte.

Forts de cette conviction, nous estimons que ce serait une erreur impardonnable de la part du Corps Législatif de précipiter le vote des lois fiscales, de quelque nature qu'elles soient, alors qu'on n'a rien fait encore de définitif pour l'amendement du budget des dépenses.

La faute commise deviendrait surtout monstrueuse vis à vis des propriétaires d'immeubles, si on votait, comme on l'annonce, sans un examen attentif, sans une discussion consciente, et surtout sans tenir compte de la décroissance de la valeur générale des biens immobiliers, le projet de loi sur les contributions qui les gravent.

En procédant ainsi les chambres achèveraient de se désolidariser dans

l'opinion publique et sembleraient jeter un défi à la raison et à la justice.

Nous ne croyons point, quant à nous que tant d'aveuglement soit possible. Il y a, Dieu merci, parmi les représentants assez d'honnêtes gens et d'esprits clairvoyants pour empêcher qu'on s'engage une fois de plus dans cette voie funeste. Notre frère montevidean a dû être mal informé.

A BATONS ROMPUS

NOTES ET IMPRESSIONS

Samedi 29 Juillet 1893.

Variante à populariser.

Joseph Prudhomme a dit un jour avec malice, en regardant tomber l'averse qui le privait de sa promenade au Luxembourg et le rentrait au logis: «Les jours se suivent mais ne se ressemblent pas.

En lisant le compte-rendu des séances des Chambres uruguayennes chacun est obligé de dire: «Les jours se suivent et les séances de la législature se ressemblent».

Exemple: Le Sénat s'est réuni mercredi et n'a pu siéger, n'étant pas en nombre.

La chambre des Réprésentants s'est réunie jeudi et n'a pu siéger, faute de quorum.

Et c'est pour cela que l'Uruguay paie à ses représentants, et à ses sénateurs, les gages les plus élevés que pays aucun n'a encore consenti à offrir à ses gâte-sauces législatifs.

Avions-nous assez raison, quand nous assurons l'autre jour, que la nouvelle session extraordinaire serait des plus ordinaires?

Le plus joli, c'est que la plupart des sénateurs effrénés qui se soucient comme d'une guigne de leurs devoirs de représentants, y compris le mot d'éloquence et moule célèbre Tavolara—so considèrent en droit d'être réélus dans les prochains comices électoraux.

Et ils le seront.

Pourquoi ne le seraient-ils pas?

Ils sont un peu portés à l'école buissonnière, sans doute, mais le plus évident d'entre eux ne nous a-t-il pas appris l'autre jour que la représentation nationale d'aucun autre pays ne saurait rivaliser avec celle-ci en talent, en probité, en désintéressement, et même en indépendance!

Et puis, quel est donc le méchant qui aurait la cruauté de conseiller aux électeurs de priver ce bon Antoine de son emploi, et de le rayer ainsi à l'admission de ses contemporains à nos propres applaudissements!

Faisons des vœux pour que la prochaine Chambre ait son groupe Tavolara.

Démocrates au cœur de roche,
Loin de leurs collègues tremblants,
Avec nos piaffes dans leur poche
Ils iront s'asseoir à leurs bancs.

Bravant la foudre et la tempête,
Ils siégeront, ces députés,
Le bonnet rouge sur la tête
La caramagnole à leurs côtés.

Ils auront pendant la séance
Des colloques mystérieux:
Capurro sera dans les transes
Et Bauzá sera les gros yeux.

Pas plus en janvier qu'en décembre,
Au pouvoir gardant une dent,
Ils ne voudront faire antichambre
Chez le citoyen-président.

Et quel beaux votes sans mélange!
Comme ils vont d'un cœur sans égal
Repousser, vaillante phalange,
Tout projet d'intérêt... légal!

La *Tribuna Popular* a eu jeudi un mot séroco pour l'influence directrice: «Que sortira-t-il donc, s'est-elle demandée, des travaux entrepris par le docteur Herrera, et de cette influence directrice qu'on dirait destinée exclusivement à l'encaissement de certains hommes?»

Comme on voit que M. Piris, co-propriétaire de la *Tribuna*, garde rancune à M. Bauzá de ses manœuvres contre le royaume agricole de Piriapolis!

La mansuétude évangélique d'*El Bien* n'est pas moins grande que la suavité libérale de *"Tribuna Popular"*.

L'annonce de l'entrée possible, et surtout désirable, de quelques éléments libéraux dans la Commission Nationale de Charlot et de Bienfaissance Publique a suffi pour déchaîner une tempête dans son verre d'eau bénite.

Et le voilà qui s'en prend au Club Bilbao et à un propagandiste «rabioso», «Machiavel d'arrière-boutique dont les plantes seront déjouées».

Tant de fiel entre-lui dans l'âme d'un dévoilé, il y a longtemps Voltaire, parodié le mot plus ancien encore de Virgile: *Tanquam animis celestibus ira!*

C'est égal, ce n'est pas par ces amérités de plume et de langage qu'*El Bien* pourra donner un démenti aux gentillesse que lui asséna l'autre jour son coreligionnaire Gorgojo.

El Bien s'est levé, du reste, ce matin d'une humeur de dogue.

Et il est heureux qu'il ne soit pas enragé, car les mordus ont été nombreux et les morsures si graves que Pasteur lui-même ne saurait les guérir.

L'un de ceux dont les mollets le plus souffert est M. Blixen. Son talent d'auteur dramatique et son *"Anniversaire de Marthas"* ont été lacérés, déchiquetés, bâchés, réduits en miettes.

Son œuvre est exotique, ses personnages sont exotiques—aussi-tôt acquis à l'influence directrice!—et si le malheur voulait que de semblables individualités aient été engendrées ou se fussent acclimatées à Montevideo, il faudrait reconnaître que nous sommes descendus

du degré le plus bas du relâchement social.

Quant au style, il ne faut pas en parler, c'est un ramassis de «mésophores vulgaires et parfois inopportun».

En somme il n'est pas sur toute la ligne.

Et le critique a grand soin de déclarer qu'il parle sans animosité ni préventions à l'égard de l'auteur, en faveur de qui, même, il se sent plutôt incliné.

Inclination d'anthropophage, sans doute, se dira Blixen.

Pesnac.

P. S.—Soyons justes, et rendons au Sénat ce qui appartient au Sénat, bien qu'ou nous prenions pour le payer ce qu'il ne gagne pas.

A la deuxième séance de la session extraordinaire, les Pères Conservatifs se sont trouvés, en nombre, la chambre haute a pu siéger et délibérer. Dont acte.

AU JOUR LE JOUR

NOUVELLES DE FRANCE

Paris, 24 Juin.

Cette affaire des papiers de la «Cocarde» a des côtés bien amusants: la veille, Rochefort appela Millevoie son ami et se prétendait par avance des révélations accablantes qu'il allait verser sur la tête des opportunités.

Le lendemain il rappelait qu'il avait été substitué sous l'Empire, il le traitait de vandale en l'accusant d'avoir fait le jeu de M. Constant, et qui d'ailleurs ne tient pas debout, car deux personnes inscrites sur la fameuse fausse liste, MM. Burdeau et Edwards, sont connues pour être les amis intimes de l'ancien ministre.

Vous savez que M. Déroulede devait partir pour Londres porter le rôle des députés louables au siège au congrès de l'Union.

Il n'est pas parti en vain, mais il a envoyé une note à l'Agence Havas où il est dit que ses amis et lui ayant vu la liste avant la séance et sur cette liste le nom de Rochefort, en avaient conclu tout de suite qu'elle était fausse et déclaid que celle-ci ne serait pas vraie.

Pourquoi, dès lors, l'avoir déposé sur le bureau de la Chambre avec les autres? Pourquoi surtout ne s'est-il pas dit que d'au moment où l'une était fausse, les autres pouvaient et devaient l'être aussi?

Il est vrai qu'on visait surtout M. Clémenceau que Rochefort lui-même attaqua le matin de la séance; mais tout l'effort déployé dans ce but a tourné en sa faveur; toutes les accusations, toutes les suspicions dont il avait été l'objet se trouvent par cela même effacées; pour un certain nombre de gens c'était un coupable, c'est maintenant une victime.

On comprend que l'infortuné Déroulede et la Millevie aient doudé leur démission; il leur était impossible désormais de se faire écouter de la Chambre.

Quant à M. Ducrot, il a si bien compris le service rendu à M. Clémenceau, qu'il l'a accusé hier dans la *Cocarde* d'avoir organisé lui-même la mystification dont il venait de tirer un si grand parti.

L'idée est originale; par malheur son auteur, n'aura guère le moyen de la pousser à bout; il a été arrêté hier soir, ainsi que son complice la fameux Norton, ce malfrat de l'île Maurice qui a suscité tout ce beau tapage pour la modeste somme de 10,000 francs.

Il est vrai qu'il devait en toucher 30,000 après la séance de la chambre et 60,000 à la fin de l'incident.

Quelle était la personne qui se livrait à de telles générosités? Car M. Ducrot et ses amis déclarent qu'ils n'ont rien donné de leur poche.

Voilà maintenant le vrai problème.

M. Portalis, le directeur du *"XIXe Siècle"*, insinue que c'est M. Marinoni, directeur du *"Petit Journal"*, dont le rédacteur en chef, M. Jules, poursuit une campagne violente contre M. Clémenceau; mais les démentis judiciaires de deux journaux tiennent toute portée sérieuse à cette accusation.

Se serait-il trouvé pour cette campagne un banquier bénêvoles comme le fut la duchesse d'Uzès pour la campagne boulangiste?

On la taura sans doute, car Norton dira tout.

Il paraît d'ailleurs qu'il est coutumier de ce commerce, car il s'est offert dans les mêmes conditions à M. Jules Ferry, alors ministre, qui lui montra la porte sans hésiter.

Le bizarre, c'est la manière dont l'instruction judiciaire est conduite.

Norton est accusé d'avoir détourné et Ducrot d'avoir divulgué des secrets intéressants la sûreté de l'Etat, ce qui est, entre parenthèses, le chef d'accusation qui a fait condamner Turpin.

On a donc l'air de considérer les documents comme authentiques, et il est pourtant certain qu'ils ne sont pas; il est vrai qu'altors Norton est coupable d'escroquerie, mais M. Ducrot, sa victime, devient aussi innocent.

Mais cette contradiction n'est qu'apparente: on veut savoir qui a organisé et payé cette étonnante entreprise et on ne peut en venir à bout qu'en mettant sous les verrous les deux hommes qui en ont été les agents visibles.

Esperons que nous serons bientôt au bout de ce roman-feuilleton digne de Gaboriau et de Ponson du Terrail.

R.

LE MOUVEMENT FÉMINISTE

A Chêne

Le congrès féministe universel tenu dans la capitale de l'Illinoïs et qui a été marqué par un grave accident (effondrement d'un plancher, huit blessés), vient de clore ses débats. La plus grande partie des grandes nations s'y étaient fait représenter.

Parmi les membres des comités étrangers, on notait sien la présence du moins l'adéquate de l'empereur Frédéric (Allemagne), la princesse Maria Alexandrovna Skavortzov (Russie), la comtesse d'Olivetons et la baronne Ida Wedel-Jarlsberg (Norvège), la baronne Alexandra Gripenberg (Finlande), la vicomtesse de

MONTEVIDEO—Dimanche 30 Juillet 1893

Numeros du jour... \$ 10.00
ancien... \$ 10.00

Les abonnements partent des 1er et 15 de chaque mois

cin Jennerien ou humain pour ne se servir plus que du vaccin du genou.

Si pareil ostracisme était prononcé, vous entendriez bientôt la tourbe des mécontents proclamer que, si le *cancre* ne peut, en effet, communiquer la syphilis, il peut, en revanche, transmettre la tuberculose, sans compter que cette lympho-animal qui se putrefait très facilement a déjà déterminé des accidents très graves, ce qui est vrai.

Autant vaudrait interdire toute espèce de vaccination; et ce dernier pas,

